



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.853/2/V
du 23 août 2017

sur

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
assentiment à l'Accord de
coopération du
1^{er} décembre 2016 entre l'État
fédéral, la Région flamande, la
Région wallonne, la Région de
Bruxelles-Capitale, la
Communauté flamande, la
Communauté française et la
Communauté germanophone
dans le cadre de la
transposition de la
Directive 2014/61/UE'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.853/2/V
van 23 augustus 2017

over

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord van
1 december 2016 tussen de
Federale Staat, het Vlaams
Gewest, het Waals Gewest, het
Brussels Hoofdstedelijk
Gewest, de Vlaamse
Gemeenschap, de Franse
Gemeenschap en de Duitstalige
Gemeenschap met het oog op
de omzetting van
richtlijn 2014/61/EU'

Le 10 juillet 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 24 août 2017, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'Accord de coopération du 1^{er} décembre 2016 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 23 août 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été rédigé par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 août 2017.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 10 juli 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 24 augustus 2017 een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 23 augustus 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 augustus 2017.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3, 2^o, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque « projet d'acte législatif », chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « [l]e 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos de l'avant-projet d'ordonnance.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite préalablement à l'adoption de l'avant-projet d'ordonnance.

2. Eu égard à la teneur de l'accord de coopération dont l'assentiment est envisagé, l'avant-projet d'ordonnance est de ceux qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur la vie économique et sociale de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il doit donc être soumis à l'avis préalable du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 6, § 1^{er}, 1^o et § 2, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

1. Dans son avis 60.720/VR donné en chambres réunies le 31 janvier 2017 sur un avant-projet de décret de la Région wallonne 'portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone en vue de transposer partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électriques à haut débit', la section de législation a fait les observations suivantes :

« PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

L'avant-projet de décret vise à donner assentiment à 'l'accord de coopération du 7 juillet 2016 entre l'État Fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté Flamande, la Communauté Française et la Communauté Germanophone en vue de transposer partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut-débit' (article 1^{er} de l'avant-projet de décret).

Comme cela ressort de l'intitulé de l'accord de coopération du 7 juillet 2016 et comme le mentionne son article 1^{er}, l'accord de coopération vise à transposer partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit' (ci-après, la directive 2014/61/UE). À cette fin, il met en place un 'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux' commun aux entités parties à l'accord de coopération et chargé, ainsi que l'énonce l'exposé des motifs, de 'trancher les conflits relatifs à l'accès aux infrastructures, opposant [...] des opérateurs actifs dans différents secteurs (communications électroniques, gaz, électricité, eau, ...) relevant de différentes autorités (autorité fédérale, communautés et régions)'.

L'accord de coopération crée cet organe (article 4), en règle la composition (article 4), le statut (article 5, § 1^{er}), les compétences (article 5, §§ 2 et 4) et le fonctionnement (articles 7 à 8) et institue un recours juridictionnel contre ses décisions (article 9).

OBSERVATION PRÉALABLE

L'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment vise à transposer partiellement la directive 2014/61/UE.

Les principes de technique législative établis par la section de législation du Conseil d'État invitent les auteurs de projets, lors d'une transposition de directive, à établir des tableaux de transposition :

'191. Établissez deux tableaux de transposition.

191.1. Pour contrôler qu'une directive est transposée correctement et complètement, établissez un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de la directive et les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition que vous rédigez. Mentionnez également dans ce tableau :

a) les (subdivisions des) articles de la directive qui ont éventuellement déjà été transposés, en correspondance avec les actes de droit interne et les (subdivisions des) articles qui ont procédé à cette transposition ;

b) les (subdivisions des) articles de la directive qui doivent encore être transposés par une autre autorité.

191.2. Pour pouvoir lire chaque article de l'acte de transposition à la lumière des exigences de la directive, établissez aussi un tableau de correspondance entre les

(subdivisions des) articles de l'acte de transposition et les (subdivisions des) articles de la directive'.

Les auteurs de l'avant-projet de décret sont invités à communiquer ces tableaux avec le dossier transmis au Conseil d'État. Par ailleurs, lorsque la directive est transposée par un acte législatif, il convient de joindre les tableaux de transposition au projet législatif.

Ces tableaux sont en effet très utiles non seulement pour l'assemblée législative saisie de ce projet, mais aussi pour les destinataires des règles :

a) ils permettent à l'assemblée législative de se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur du projet pour atteindre le résultat exigé par la directive ;

b) ils permettent d'éviter que l'exercice du droit d'amendement n'excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen laisse aux États membres ;

c) ils permettent d'éviter que l'assemblée législative n'envisage de compléter la transposition par l'adoption de dispositions qui existent déjà dans l'ordre juridique interne ou qui relèvent de la compétence d'une autre autorité ;

d) ils permettent aux destinataires des règles législatives de connaître leur origine¹.

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier communiqué à la section de législation que ces tableaux auraient été établis, conformément aux recommandations reproduites ci-avant. La section de législation rappelle que la confection lors de la transposition est gage de la qualité de celle-ci et que leur communication au Conseil d'État dès l'envoi de la demande d'avis facilite l'examen du projet dans les délais impartis.

Il en va d'autant plus ainsi en l'espèce que la directive 2014/61/UE nécessite des mesures de transposition autres, à adopter spécialement, chacune pour ce qui la concerne, par les différentes parties à l'accord de coopération. À cet égard, la section de législation observe que, dans le même temps que la demande d'avis sur l'avant-projet ici à l'examen, la Région wallonne a introduit une autre demande d'avis² portant sur un avant-projet de décret 'modifiant diverses dispositions relatives au marché de l'électricité et du gaz ainsi qu'aux impétrants'.

Dans ces circonstances, la nécessité de l'établissement des tableaux de transposition décrits ci-avant s'avère d'autant plus prégnante. Ils seront établis et déposés avec le projet sur le bureau du Parlement.

[...]

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Création d'une personne morale de droit public commune à différents niveaux de pouvoir et contenu de l'accord de coopération

1. L'accord de coopération à l'examen crée un organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux (ci-après : l'ORL) composé uniquement de personnes

¹ Note de bas de page 1 de l'avis cité : Sur les tableaux de transposition, voir *Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 191 à 194. Voir également le rapport annuel 2008-2009 du Conseil d'État, www.conseildetat.be, onglet « L'institution », pp. 47 et sv.

² Note de bas de page 2 de l'avis cité : Sur lequel la section de législation a donné le 23 janvier 2016 l'avis 60.751/4.

physiques membres de ou désignées par des personnes morales de droit public (article 4, alinéa 1^{er}) et doté de la personnalité juridique (article 5, § 1^{er}).

Il s'ensuit que l'accord de coopération a pour objet et effet de créer une personne morale de droit public, qui constitue un organisme d'intérêt public conjoint relevant des différentes parties à l'accord de coopération.

2. Dans l'hypothèse où une personne morale de droit public commune à divers niveaux de pouvoirs est créée par un accord de coopération conclu entre ces divers niveaux de pouvoirs, il résulte des articles 9 et 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' que c'est à cet accord lui-même, auquel les législateurs concernés doivent donner leur assentiment, qu'il incombe de régler la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle de la personne morale de droit public en cause, en tout cas en ce qui concerne les éléments essentiels, en ce compris les règles essentielles relatives au financement de l'organisme créé³ et celles qui auront pour objet spécifique de garantir que l'ORL sera 'juridiquement distinct' et surtout 'fonctionnellement indépendant de tout opérateur de réseau', comme l'impose l'article 10, paragraphe 2, de la directive 2014/61/UE.

La section de législation constate qu'en l'espèce l'accord de coopération à l'examen est en défaut de définir certaines des règles essentielles énumérées ci-avant.

Ainsi :

1° s'agissant de la composition de l'ORL, l'article 4 de l'accord de coopération, spécialement en ses points 5° à 7°, est en défaut de préciser les critères objectifs à mettre en œuvre pour sélectionner les membres de l'ORL qui seront désignés par les différents Gouvernements ; il en va de même pour les critères et le statut des experts, notamment dans leur lien juridique avec l'ORL, qui constitueront le Collège d'experts appelé à rendre les avis visés à l'article 6 de l'accord de coopération ;

2° en rapport avec le point 1° et de manière générale, l'accord de coopération ne comporte pas de dispositions spécifiques de nature à garantir que l'ORL sera 'juridiquement distinct' et surtout 'fonctionnellement indépendant de tout opérateur de réseau', comme l'impose l'article 10, paragraphe 2, de la directive 2014/61/UE ; de même, il ne prévoit pas les règles relatives au contrôle de l'ORL, règles dont la compatibilité avec l'exigence d'indépendance imposée par le droit européen, rappelée ci-avant, doit être assurée ;

3° les missions de l'ORL sont définies de manière peu claire : ainsi, l'article 5, §§ 2 à 4, est rédigé comme suit :

'§ 2. Dans le cadre de l'exercice des compétences qui leur sont dévolues, les organes de règlement de litiges institués par les entités fédérées sont compétents, en vertu des décrets, des ordonnances et des autres dispositions réglementaires en vigueur pour connaître :

1° de tous les litiges liés à la coordination et à l'information des travaux de génie civil appartenant au domaine public localisés sur le territoire d'une seule entité fédérée ;

2° de tous les litiges concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau découlant de l'application du cadre juridique spécifique à une entité fédérée.

³ Note de bas de page 4 de l'avis cité : En ce sens, voir notamment l'avis 45.023/2/V donné le 8 septembre 2008 sur un avant-projet devenu le décret du 8 janvier 2009 'portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française' (Doc. parl., Parl. Comm. fr., 2008-2009, n° 615/1, pp. 49-67).

En fonction de l'objet du litige, et notamment quand il concerne un opérateur de communications électroniques, l'organe institué au niveau des entités fédérées peut décider de renvoyer le litige vers l'ORL.

§ 3. Dans le respect de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations ou lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régularisation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision, l'accès aux infrastructures physiques d'opérateurs de communications électroniques ne peut être accordé, par les communautés ou l'État fédéral, qu'au bénéfice d'autres opérateurs de communications électroniques.

§ 4. Sous réserve des § 2 et § 3, l'ORL statue dans les cas prévus par les lois, les décrets et les ordonnances des autorités compétentes (régions, communautés, autorité fédérale) dans le cadre de la directive 2014/61/UE, à savoir en cas :

1° de refus d'un opérateur de réseau de permettre l'accès à des infrastructures physiques existantes en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit ou si aucun accord n'a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques y compris le prix ;

2° de litige concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux infrastructures physiques existantes dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé ;

3° de litige relatif à la coordination des travaux de génie civil en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit ;

4° de litige soulevé concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux travaux de génie civil en cours ou prévus dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé.

Les 1° et 2° de l'alinéa précédent ne sont pas d'application lorsque les litiges qui y sont visés concernent uniquement des opérateurs de communications électroniques'.

La question se pose de savoir comment ces dispositions doivent être comprises, spécialement en ce qui concerne l'obligation ou la faculté de saisir ou pas l'ORL.

3. En outre, si ces dispositions doivent être comprises comme subordonnant la saisine de l'ORL soit à une décision unilatérale discrétionnaire de l'un ou l'autre 'organe institué au niveau des entités fédérées'⁴, soit au fait que cette saisine est prévue unilatéralement et librement par le législateur de l'une ou l'autre entité fédérée⁵, elles sont sujettes à d'autres critiques encore.

En effet, il n'appartient pas à un accord de coopération :

– de confier aux législateurs de chacun des niveaux de pouvoirs parties à l'accord le soin de déterminer les cas dans lesquels l'instance commune créée conjointement sera saisie ; un tel procédé revient à permettre que la compétence d'un organe commun créé conjointement soit déterminée unilatéralement, de manière discrétionnaire et variable par chaque partie à l'accord ;

⁴ Note de bas de page 5 de l'avis cité : Article 5, § 2, alinéa 2, de l'accord de coopération.

⁵ Note de bas de page 6 de l'avis cité : Article 5, § 4, alinéa 1^{er}, phrase introductive, de l'accord de coopération.

– de laisser à des entités relevant uniquement des compétences de l'une ou de l'autre partie à l'accord, le pouvoir de décider librement, sans que des critères précis et obligatoires pour tous soient prévus, de 'renvoyer' ou pas un litige vers l'organisme d'intérêt public commun à l'ensemble des parties : un tel procédé revient à permettre que la compétence d'un organe commun créé conjointement par accord de coopération soit déterminée non seulement de manière unilatérale, discrétionnaire et variable, par chaque entité partie à l'accord, mais également, par une autorité qui n'est pas le législateur.

Enfin, il n'y a pas lieu dans un accord de coopération de rappeler les compétences respectives d'organes non communs relevant de la compétence de chacun des niveaux de pouvoir parties à l'accord ⁶.

4. L'accord de coopération sera réexaminé à la lumière des observations qui précèdent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 4

L'article 4, alinéa 4, de l'accord de coopération prévoit que 'les frais de fonctionnement de l'ORL sont à charge de l'IBPT'. Ces frais paraissent inclure ceux résultant du recours aux experts appelés à constituer le Collège d'experts réglé par l'article 6 de l'accord de coopération.

Il est rappelé à cet égard que les pouvoirs dont sont investis l'État fédéral, les Communautés ou les Régions pour effectuer des dépenses dans le cadre de leurs politiques publiques ou sous la forme de subventions, sont subordonnés à la compétence matérielle à laquelle ces moyens financiers sont affectés, sous la réserve des exceptions éventuelles prévues par la Constitution ou la loi spéciale. Une autorité ne peut affecter des moyens financiers à des projets qui ne relèvent pas de ses compétences. En principe, le fait que pareille affectation fasse l'objet d'un accord de coopération n'y change rien : un accord de coopération ne peut avoir pour effet d'habiliter une autorité incompétente à financer des politiques échappant à son champ de compétence.

En outre, conformément aux articles 175 et 177 de la Constitution, un système tendant à transférer des moyens financiers fédéraux aux Communautés française et flamande ainsi qu'aux Régions doit faire l'objet d'une loi adoptée à la majorité spéciale.

Il en résulte que si le fait de confier le secrétariat de l'ORL au seul IBPT apparaît admissible, les frais de fonctionnement de l'ORL ne peuvent être mis à charge de la seule autorité fédérale – en l'espèce, l'IBPT.

Ces frais de fonctionnement doivent être répartis entre les différentes parties à l'accord, selon une clé de répartition à préciser dans celui-ci et qui, par hypothèse, doit reposer sur des critères raisonnables, adéquats et pertinents de sorte qu'elle n'implique pas une intervention manifestement disproportionnée d'un niveau de pouvoir au regard des compétences que ce niveau de pouvoir met en œuvre dans le cadre de l'accord ⁷.

⁶ Note de bas de page 7 de l'avis cité : Voir l'article 5, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de l'accord.

⁷ Note de bas de page 8 de l'avis cité : Sur ce point, l'attention de l'auteur est attirée sur ce que l'article 10, paragraphe 2, de la directive 2014/61/UE permet aux États membres d'autoriser l'organisme national de règlement des litiges à percevoir des redevances pour couvrir les coûts entraînés par l'exécution des missions qui lui sont assignées.

Article 7

1. La disposition à l'examen met en place un système dans lequel des opérateurs sont tenus de communiquer des informations à un organisme de droit public et de contribuer adéquatement à l'exercice des missions de celui-ci, à défaut de quoi ces opérateurs sont susceptibles de se voir infliger une sanction administrative, étant une amende dont le montant maximal est fixé à 25.000 euros.

Un tel régime de sanction doit être organisé de manière que puisse être garanti le respect des principes d'égalité et de proportionnalité, au regard de la gravité du manquement sanctionné et en tenant compte des circonstances de la cause⁸⁻⁹.

Dans ce contexte, l'article 7 appelle les observations suivantes.

Le texte français de la disposition à l'examen est en défaut de préciser l'autorité compétente pour infliger l'amende. Il ressort du texte néerlandais de cette disposition que cette compétence revient à l'ORL¹⁰. Le texte français sera rédigé dans le même sens.

La disposition à l'examen sera en outre complétée par la mention des conditions de majorité à réunir au sein de l'ORL pour adopter la décision d'infliger une amende administrative.

Par ailleurs, la question se pose de savoir si la demande d'information ou de collaboration peut être adressée à tout opérateur de réseau généralement quelconque ou bien uniquement à ceux qui sont parties au litige dont l'ORL est saisi.

Le texte sera revu de manière à le préciser.

Enfin, l'obligation de 'collaboration adéquate à l'exercice des missions de l'ORL', dont l'inexécution est susceptible d'être sanctionnée par une amende administrative, manque de précision. Le contenu des obligations qui découleront pour l'opérateur concerné de cette nécessaire 'collaboration adéquate' devrait également être précisé¹¹⁻¹².

2. La disposition à l'examen est en défaut de contenir les mesures de nature à garantir la sûreté et l'intégrité des réseaux ainsi que la protection de la confidentialité et des secrets commerciaux et d'affaires, spécialement en ce qui concerne la publication de la décision relative à l'amende administrative.

Elle sera revue sur ce point.

⁸ *Note de bas de page 9 de l'avis cité* : Sur ces principes, voir l'avis 59.210/4 donné le 11 mai 2016 sur un avant-projet devenu l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 'de la revitalisation urbaine' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2015-2016, n° A-363/001, pp. 156 à 158).

⁹ *Note de bas de page 10 de l'avis cité* : Ces principes sont au demeurant renforcés et précisés en l'espèce par l'article 11 de la directive 2014/61/UE, qui impose aux États membres d'établir des « règles concernant les sanctions applicables en cas d'infraction aux mesures nationales adoptées en vertu de la présente directive » et de prendre « toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que ces sanctions soient mises en œuvre », étant entendu que les sanctions doivent être « appropriées, effectives, proportionnées et dissuasives ».

¹⁰ *Note de bas de page 11 de l'avis cité* : L'article 7, troisième phrase, de l'accord de coopération établi en langue néerlandaise énonce en effet : « De IGB kan de betreffende netwerkexploitant die geen gevolg geeft aan de aanmaning binnen de vastgestelde termijnen, nadat hij is gehoord, een administratieve boete [...] opleggen [...] ».

¹¹ *Note de bas de page 12 de l'avis cité* : La circonstance que la directive 2014/61/UE prévoit en son article 10, paragraphe 3, que « Les États membres font obligation à toutes les parties de coopérer pleinement avec l'organisme national de règlement des litiges » n'enlève rien à l'exigence découlant du principe de légalité rappelé ci-avant, qui impose au législateur de définir avec une précision et une prévisibilité suffisantes les faits et les comportements qui constitueraient un défaut de collaboration passible d'amende administrative.

¹² *Note de bas de page 13 de l'avis cité* : Sur ces différentes questions, voir l'avis 59.210/4 précité.

3. L'obligation de motivation imposée à la dernière phrase de l'article 7 résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'. Elle ne doit pas être rappelée par l'accord de coopération à l'examen.

La dernière phrase de l'article 7 sera revue en conséquence.

Article 8

1. L'article 8 de l'accord de coopération, qui règle la procédure devant l'ORL, est en défaut de mentionner certains éléments essentiels de celle-ci. Ainsi, cette disposition sera complétée par la mention des catégories de parties autorisées à saisir l'organisme.

Par ailleurs, il y a lieu de compléter le texte à l'examen par la mention des différents éléments et pièces que doit comporter la demande par laquelle est opérée la saisine de l'ORL, pour être considérée comme étant 'complète'. Cette question est d'autant plus essentielle que selon l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le délai imparti à l'ORL pour se prononcer prend cours 'à dater de la réception de la demande complète', l'ORL étant par ailleurs chargé de 'confirme[r] à la personne ayant introduit la plainte le caractère complet de sa demande ou à défaut, [de] l'informe[r] des éléments manquants'. À cet égard, aux fins de garantir la sécurité juridique, spécialement en ce qui concerne la date de prise de cours du délai imparti à l'ORL pour statuer, il se recommande de compléter le texte en projet par un système d'accusé de réception de la demande complète, prévoyant par ailleurs le délai imparti au demandeur pour communiquer les éléments qui feraient défaut pour que sa demande puisse être considérée comme telle.

Ces questions seront réglées sans perdre de vue l'hypothèse envisagée à l'article 5 de l'accord de coopération, dans laquelle l'ORL est saisi par renvoi opéré par un 'organe institué au niveau des entités fédérées'.

2. Aux fins de se conformer formellement à l'article 5, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de la directive 2014/61/UE, l'article 8, § 1^{er}, alinéa 5, de l'accord de coopération gagnerait à être complété de sorte qu'il dispose que les modalités et conditions fixées par l'ORL sont non seulement équitables et raisonnables, mais également non-discriminatoires.

3. De manière générale, conformément à ce que prévoient l'article 3, paragraphe 5, alinéa 1^{er}, l'article 4, paragraphe 6, l'article 5, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, et l'article 6, paragraphe 4, de la directive 2014/61/UE, l'article 8 de l'accord de coopération gagnerait à être complété de sorte qu'il dispose que l'ORL statue en respectant le principe de proportionnalité.

4. Contrairement à l'article 3, paragraphe 5, alinéa 2, l'article 4, paragraphe 6, l'article 5, paragraphe 4, alinéa 2, et l'article 6, paragraphe 4, de la directive 2014/61/UE, l'article 8 de l'accord de coopération est en défaut de prévoir que l'intervention de l'organisme de règlement des litiges s'opère 'sans préjudice de la possibilité pour toute partie de saisir une juridiction'.

5. Le délai de quatre mois prévu à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'accord de coopération est conforme à l'article 3, paragraphe 5, alinéa 2, de la directive 2014/61/UE, dans ses versions française et allemande, ainsi que, notamment, dans ses versions anglaise, espagnole, italienne et portugaise. Toutefois, en sa version néerlandaise, la même disposition de la directive 2014/61/UE prévoit un délai de deux mois.

Il ressort de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne que '[s]elon une jurisprudence constante, la nécessité d'une application et, dès lors, d'une interprétation uniformes des dispositions du droit de l'Union exclut que, en cas de doute, le texte d'une disposition soit considéré isolément dans une de ses versions, mais exige au contraire qu'il soit interprété et appliqué à la lumière des versions établies dans les autres langues officielles (arrêt du 19 avril 2007, Profisa, C 63/06, Rec. p. I 3239, point 13 et

jurisprudence citée). [...] En cas de disparité entre les diverses versions linguistiques d'un texte de l'Union, la disposition en cause doit être interprétée en fonction de l'économie générale et de la finalité de la réglementation dont elle constitue un élément (arrêt Profisa, précité, point 14 et jurisprudence citée)¹³.

L'auteur de l'avant-projet est invité à contacter la Commission européenne pour attirer son attention sur la disparité constatée.

6. L'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération énonce des conditions particulières de quorum '[p]our que l'ORL puisse délibérer et statuer valablement'.

Selon l'alinéa 2 de la disposition :

'En cas d'insuffisance de membres pour délibérer valablement, le règlement d'ordre intérieur doit prévoir que l'ORL peut être convoqué à une nouvelle réunion dans un délai minimum de trois jours ouvrables, à laquelle l'alinéa 1^{er} ne sera plus d'application'.

Ainsi rédigé, l'article 8, § 2, alinéa 2, consacre lui-même la règle selon laquelle, si le quorum prévu par l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint lors d'une première réunion, l'ORL peut être convoqué à une nouvelle réunion à l'expiration d'un certain délai sans que le régime de quorum fixé à l'alinéa 1^{er} trouve à s'appliquer. Dès lors, il n'y a pas lieu d'énoncer que le règlement d'ordre intérieur doit prévoir cette règle.

Par ailleurs, la disposition doit être rédigée en ce sens qu'une nouvelle réunion peut être convoquée, non 'dans un délai minimum de trois jours ouvrables', mais 'après' un tel délai minimum.

La disposition sera revue en ce sens.

Article 9

Cette disposition appelle plusieurs observations.

1. De manière fondamentale, la question se pose de savoir quelles sont les personnes qui pourront former le recours concerné ou intervenir à la cause. S'agit-il des parties au litige devant l'ORL, ou de toute personne intéressée, en ce compris les différents ministres compétents au sein des différentes parties à l'accord de coopération¹⁴ ?
2. La section de législation se demande par ailleurs dans quels cas et selon quels critères la Cour d'appel de Bruxelles pourra décider ou pas de suspendre la décision attaquée¹⁵.
3. Enfin, dès lors que, comme mentionné ci-avant, l'article 3, paragraphe 5, alinéa 2, l'article 4, paragraphe 6, l'article 5, paragraphe 4, alinéa 2, et l'article 6, paragraphe 4, de la directive 2014/61/UE, prévoient que l'intervention de l'organisme de règlement des litiges s'opère 'sans préjudice de la possibilité pour toute partie de saisir une juridiction', la section de législation s'interroge sur la manière dont seraient appelés à se concilier

¹³ Note de bas de page 14 de l'avis cité : C.J.U.E., 9 juin 2011, (Eleftheri tileorasi AE «ALTER CHANNEL» et Konstantinos Giannikos), C-52/10, points 23 et 24, <http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=9ea7d2dc30d559c23f1fabed402f903eb33862ce1678.e34KaxiLc3qMb40Rch0SaxyKc3r0?text=&docid=85130&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&p.>

¹⁴ Note de bas de page 15 de l'avis cité : Comparez, à titre d'exemple, avec la loi du 17 janvier 2003 'concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges', ainsi qu'avec les articles 29bis et 29quater de la loi du 29 avril 1999 'relative à l'organisation du marché de l'électricité'.

¹⁵ Note de bas de page 16 de l'avis cité : Comparez, à titre d'exemple, avec les dispositions législatives mentionnées à la note de bas de page n° 14.

d'une part, la saisine éventuelle d'une juridiction indépendamment de la saisine de l'ORL, en ce compris les éventuels recours en appel et en cassation contre la décision prise par cette juridiction, et, d'autre part, le recours devant la Cour d'appel de Bruxelles contre toutes les décisions de l'ORL prévu par la disposition à l'examen.

4. En conclusion, la procédure, décrite de manière sommaire par l'article 9 de l'accord de coopération, qui se borne, pour tout ce qui n'y est pas réglé, à renvoyer au Code judiciaire, devrait faire l'objet de précisions aux fins d'être adaptée aux spécificités mêmes du recours instauré.

Ces précisions porteront essentiellement sur la détermination des personnes autorisées à former un recours et l'organisation d'éventuelles interventions, les conditions d'une éventuelle suspension de la décision attaquée et la manière de concilier les différentes procédures éventuellement pendantes concernant la même question.

Article 10

Outre qu'il y aurait lieu de remplacer le mot 'parlements' par le mot 'législateurs', compte tenu de la règle déduite de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, selon laquelle un accord de coopération soumis à l'assentiment des législateurs entre en vigueur le dixième jour qui suit la date de la publication au *Moniteur belge* de la dernière norme législative d'assentiment, il n'est pas nécessaire que l'accord de coopération contienne une disposition particulière relative à son entrée en vigueur, sauf si les parties souhaitent mentionner une date précise d'entrée en vigueur, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

L'article 10 sera donc omis »¹⁶.

Ces observations, faites dans l'avis 60.720/VR précité, valent pour l'avant-projet à l'examen, spécialement l'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

INTITULÉ

L'intitulé de l'avant-projet d'ordonnance doit mentionner l'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment en reprenant la date et l'intitulé exact de celui-ci, à savoir, selon le dossier transmis à la section de législation, l'« accord de coopération du 1^{er} décembre 2016 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions dans le cadre de la transposition de la directive 2014/61/UE ».

L'intitulé sera revu en conséquence.

¹⁶ *Doc. parl.*, Parl. Wall., 2016-2017, n° 862/1, pp. 18 à 24, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/60720.pdf>.

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

L'avant-projet d'ordonnance sera précédé d'un arrêté de présentation, lequel ne mentionnera ni l'avis de la section de législation du Conseil d'État dans son préambule, ni la formule de sanction de l'ordonnance, formule qui est prématurée ¹⁷.

DISPOSITIF

Article 3

L'article 3 doit mentionner l'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment en reprenant la date et l'intitulé exact de celui-ci, à savoir, comme exposé précédemment, l'« accord de coopération du 1^{er} décembre 2016 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions dans le cadre de la transposition de la directive 2014/61/UE ».

Article 4

Il n'y pas lieu de prévoir que l'accord de coopération est annexé à l'ordonnance en projet.

L'article 4 sera omis.

*

¹⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 226 et 227.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Luidens artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ stelt elke minister voor elk “wetgevend ontwerp” een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “[wordt] de ‘gendertest’ (...) ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad”.

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd zou zijn met betrekking tot het voorontwerp van ordonnantie.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld voordat het voorontwerp van ordonnantie wordt aangenomen.

2. Gelet op de strekking van het samenwerkingsakkoord waaraan het voorontwerp van ordonnantie instemming beoogt te verlenen, kan dit voorontwerp een weerslag hebben op het economische en sociale leven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het ontwerp moet dus overeenkomstig artikel 6, § 1, 1° en § 2, van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ voorafgaandelijk voor advies worden voorgelegd aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste wordt vervuld.

[‡] Daar het een voorontwerp van ordonnantie betreft, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

In advies 60.720/VR, dat op 31 januari 2017 in verenigde kamers is uitgebracht over een voorontwerp van decreet van het Waals Gewest ‘portant assentiment à l’Accord de coopération entre l’État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone en vue de transposer partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit’ heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerkingen geformuleerd:

(vertaling)

“STREKKING VAN HET VOORONTWERP

Het voorontwerp van decreet strekt ertoe instemming te verlenen aan ‘het samenwerkingsakkoord van 7 juli 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronischecommunicatienetwerken met hoge snelheid’ (artikel 1 van het voorontwerp van decreet).

Zoals blijkt uit het opschrift van het samenwerkingsakkoord van 7 juli 2016 en zoals vermeld in artikel 1 ervan, strekt het samenwerkingsakkoord tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 ‘inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronischecommunicatienetwerken met hoge snelheid’ (hierna: richtlijn 2014/61/EU). Daartoe wordt bij dat akkoord een voor de deelstaten die partij zijn bij het samenwerkingsakkoord gemeenschappelijke ‘instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuren’ opgericht die, zoals blijkt uit de memorie van toelichting, belast is met ‘de beslechting van geschillen over de toegang tot infrastructuur tussen operatoren die actief zijn in verschillende sectoren (elektronische communicatie, gas, elektriciteit, water, enz.) welke onder de bevoegdheid vallen van verschillende overheden (federale overheid, gemeenschappen en gewesten)’.

Bij het samenwerkingsakkoord wordt die instantie opgericht (artikel 4) en wordt de samenstelling (artikel 4), het statuut (artikel 5, § 1), de bevoegdheden (artikel 5, § 2 en § 4) en de werkwijze (artikelen 7 en 8) ervan geregeld en wordt voorzien in een jurisdictioneel beroep tegen de beslissingen die ze neemt (artikel 9).

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het samenwerkingsakkoord waaraan instemming wordt verleend, strekt tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/61/EU.

In de beginselen van de wetgevingstechniek opgesteld door de afdeling Wetgeving van de Raad van State worden de stellers van ontwerpen verzocht om bij de omzetting van richtlijnen, omzettingstabellen op te maken :

‘191. Maak twee omzettingstabellen op.

191.1. Om te controleren of een richtlijn correct en volledig wordt omgezet, maak een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn en van de

er mee overeenstemmende (onderdelen van de) artikelen van de door u opgestelde tekst die in de omzetting voorziet. Vermeld eveneens in deze tabel:

a) de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn die eventueel reeds zijn omgezet, alsmede de overeenstemmende teksten van intern recht en de (onderdelen van de) artikelen waarbij de richtlijn is omgezet;

b) de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn die door een andere instantie nog moeten worden omgezet.

191.2. Om ieder artikel van de tekst die in de omzetting voorziet te kunnen lezen in het licht van de vereisten van de richtlijn, maak eveneens een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de tekst die in de omzetting voorziet en de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn.⁷

De stellers van het voorontwerp van decreet worden verzocht die tabellen samen met het dossier dat aan de Raad van State bezorgd wordt, over te zenden. Wanneer de richtlijn omgezet wordt door een wetgevende tekst, dienen de omzettingstabellen overigens bij het ontwerp van wetgevende tekst gevoegd te worden.

Die tabellen zijn immers zeer nuttig, niet alleen voor de wetgevende vergadering die dat ontwerp behandelt, maar ook voor degene voor wie die regelgeving bestemd is:

a) de wetgevende vergadering kan zich met kennis van zaken uitspreken omtrent de keuze van de middelen die de steller van het ontwerp wenst aan te wenden om het door de richtlijn vereiste resultaat te verkrijgen;

b) deze tabellen kunnen ervoor zorgen dat de uitoefening van het amenderingsrecht de grenzen niet te buiten gaat van de beoordelingsbevoegdheid die het Europese recht aan de lidstaten toekent;

c) ze kunnen eveneens verhinderen dat de wetgevende vergadering naar aanleiding van de omzetting zou overwegen bepalingen toe te voegen die reeds bestaan in de interne rechtsorde of die tot de bevoegdheid van een andere overheid behoren;

d) degene voor wie de wetgevende regels bestemd zijn, kan aldus de oorsprong ervan nagaan.¹

In casu blijkt uit het aan de afdeling Wetgeving overgezonden dossier niet of die tabellen wel opgemaakt zijn overeenkomstig de hierboven vermelde aanbevelingen. De afdeling Wetgeving herinnert eraan dat het opmaken van die tabellen tijdens de omzetting een waarborg is voor de kwaliteit van die omzetting en dat het onderzoek van het ontwerp binnen de gestelde termijnen wordt vergemakkelijkt indien de tabellen samen met de adviesaanvraag aan de Raad van State worden toegezonden.

Dat is *in casu* des te meer zo daar de maatregelen die de verschillende partijen bij het samenwerkingsakkoord moeten nemen om richtlijn 2014/61/EU om te zetten, verschillend zijn, en de betreffende partijen, elk wat hen betreft, specifiek hun eigen maatregelen moeten nemen. In dat verband merkt de afdeling Wetgeving op dat het Waals Gewest gelijktijdig met de adviesaanvraag aangaande het voorliggende voorontwerp een andere adviesvraag heeft ingediend² met betrekking tot een voorontwerp van decreet

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: In verband met de omzettingstabellen, zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 191 tot 194. Zie eveneens het Jaarverslag 2008-2009 van de Raad van State, www.raadvanstate.be, tab “De instelling”, 47 e.v.

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Waarover de afdeling Wetgeving op 23 januari 2016 advies 60.751/4 heeft gegeven.

‘modifiant diverses disposition relatives au marché de l’électricité et du gaz ainsi qu’aux impétrants’.

De nood aan die tabellen laat zich *in casu* dan ook des te meer voelen. Die tabellen dienen opgemaakt te worden en samen met het ontwerp ingediend te worden op het bureau van het Parlement.

(...)

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

ALGEMENE OPMERKINGEN

Oprichting van één publiekrechtelijke rechtspersoon voor de verschillende bevoegdheidsniveaus en inhoud van het samenwerkingsakkoord

1. Bij het voorliggende samenwerkingsakkoord wordt een instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuren opgericht (hierna: de IGB), die louter bestaat uit natuurlijke personen die lid zijn van of aangewezen zijn door publiekrechtelijke rechtspersonen (artikel 4, eerste lid), en die rechtspersoonlijkheid heeft (artikel 5, § 1).

Daaruit volgt dat het samenwerkingsakkoord ertoe strekt en effectief tot gevolg heeft dat een rechtspersoon wordt opgericht die een gemeenschappelijke instelling van openbaar nut vormt, die ressorteert onder de verschillende partijen bij het samenwerkingsakkoord.

2. Uit de artikelen 9 en 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ volgt dat, in het geval waarin bij een samenwerkingsakkoord tussen verschillende bevoegdheidsniveaus één enkele publiekrechtelijke persoon wordt opgericht die onder die verschillende bevoegdheidsniveaus ressorteert, in dat samenwerkingsakkoord zelf, waarmee moet worden ingestemd door de wetgevers die het samenwerkingsakkoord aanbelangt, de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid, de werkwijze en het toezicht op de betreffende publiekrechtelijke rechtspersoon moeten worden geregeld, in elk geval de belangrijkste aspecten daarvan, waaronder de basisregels voor de financiering van de opgerichte instelling³ en de regels die specifiek moeten waarborgen dat de IGB ‘juridisch’ en vooral ‘functioneel onafhankelijk van de netwerkexploitanten’ is, zoals artikel 10, lid 2, van richtlijn 2014/61/EU voorschrijft.

De afdeling Wetgeving stelt vast dat het voorliggende samenwerkingsakkoord *in casu* verzuimt sommige basisregels te bepalen die hierboven zijn opgenoemd.

Zo kan het volgende worden opgemerkt:

1° in verband met de samenstelling van de IGB ontbreken in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord, in het bijzonder in de punten 5° tot 7° ervan, de objectieve criteria voor de selectie van de leden van de IGB die door de verschillende regeringen worden aangewezen. Ook ontbreken de criteria in verband met de deskundigen die het college van deskundigen vormen dat de adviezen moet geven vermeld in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord, en het statuut van die deskundigen, in het bijzonder wat hun juridische band met de IGB betreft;

³ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Zie in die zin in het bijzonder advies 45.023/2/V, op 8 september 2008 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 8 januari 2009 ‘houdende instemming met het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie’ (*Parl.St.* Fr.Parl. 2008-09, nr. 615/1, 49-67).

2° in verband met punt 1° en generaliter bevat het samenwerkingsakkoord geen specifieke bepalingen die kunnen garanderen dat de IGB 'juridisch onafhankelijk' en vooral 'functioneel onafhankelijk van de netwerkexploitanten' is, zoals artikel 10, lid 2, van richtlijn 2014/61/EU voorschrijft. Het voorziet evenmin in regels voor het toezicht op de IGB, die verenigbaar moeten zijn met het vereiste van onafhankelijkheid dat, zoals hierboven vermeld, door het Europese recht wordt voorgeschreven;

3° de taken van de IGB zijn onduidelijk omschreven: artikel 5, §§ 2 tot 4, is bijvoorbeeld als volgt geredigeerd:

‘§ 2. In het kader van de uitoefening van de bevoegdheden die hen zijn toevertrouwd, zijn de door de deelstaten ingestelde instanties voor geschillenbeslechting bevoegd krachtens de decreten, ordonnanties en andere reglementaire bepalingen van kracht om kennis te nemen van:

1° alle geschillen over de coördinatie van en de informatie over de civiele werken die tot het openbare domein behoren, gelegen op het grondgebied van één enkele deelstaat;

2° alle geschillen over de rechten en plichten van de netwerkoperatoren die voortvloeien uit de toepassing van het juridische kader dat specifiek is voor een deelstaat.

Afhankelijk van het voorwerp van het geschil, en meer bepaald wanneer een elektronische-communicatieoperator erbij betrokken is, kan de instantie die is ingesteld op het niveau van de deelstaten beslissen om het geschil door te verwijzen naar de IGB.

§ 3. Met inachtneming van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franstalige Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecomunicatie of radio-omroep en televisie, kan de toegang tot de fysieke infrastructuur van elektronische-communicatieoperatoren slechts ten gunste van andere elektronische-communicatieoperatoren worden toegestaan door de gemeenschappen of de Federale Staat.

§ 4. Onder voorbehoud van § 2 en § 3 beslist de IGB in de gevallen waarin de wetten, decreten en ordonnanties van de bevoegde overheden (gewesten, gemeenschappen, federale overheid) in het kader van de omzetting van Richtlijn 2014/61/EU voorzien, namelijk in geval van:

1° weigering door een netwerkexploitant om toegang te verlenen tot de bestaande fysieke infrastructuur met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid of bij onenigheid over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs;

2° geschil over de rechten en plichten van de netwerkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de bestaande fysieke infrastructuur in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen;

3° geschil over de coördinatie van de civiele werken met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid;

4° geschil over de rechten en plichten van de netwerkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de lopende of geplande civiele werken in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen.

De bepalingen onder 1° en 2° van het vorige lid zijn niet van toepassing als alleen elektronische-communicatieoperators betrokken zijn in het geschil.’

Het is niet duidelijk hoe die bepalingen moeten worden opgevat, met name in verband met de verplichting of de mogelijkheid om de IGB al dan niet te adiëren.

3. Die bepalingen geven aanleiding tot nog meer kritiek indien ze zo moeten worden opgevat dat ze de adiëring van de IGB afhankelijk maken hetzij van een eenzijdige discretionaire beslissing van een of andere ‘instantie die is ingesteld op het niveau van de deelstaten’,⁴ hetzij van het feit dat de wetgever van een van de deelstaten eenzijdig en vrij in die adiëring voorziet.⁵

Een samenwerkingsakkoord kan immers niet het volgende doen:

- aan de wetgevers van elk bevoegdheidsniveau dat partij is bij het akkoord, opdragen te bepalen in welke gevallen de gemeenschappelijke instantie die gezamenlijk is opgericht, moet worden geadieerd. Een dergelijke handelwijze komt erop neer dat elke partij bij het akkoord de bevoegdheid van een gemeenschappelijk orgaan dat gezamenlijk is opgericht, op eenzijdige, discretionaire en verschillende wijze zou kunnen vaststellen;

- entiteiten die onder de bevoegdheid vallen van slechts een van de partijen bij het akkoord, de bevoegdheid geven om vrij te beslissen, zonder dat precieze en algemeen bindende criteria zijn bepaald, om een geschil al dan niet ‘door te verwijzen’ naar de instelling van openbaar nut die gemeenschappelijk is voor alle partijen. Een dergelijke handelwijze komt erop neer dat niet alleen elke partij bij het akkoord, maar ook een niet-wetgevende instantie de bevoegdheid van een gemeenschappelijk orgaan dat gezamenlijk bij een samenwerkingsakkoord is opgericht, op eenzijdige, discretionaire en verschillende wijze zou kunnen vaststellen.

Ten slotte horen de respectieve bevoegdheden van niet-gemeenschappelijke organen die onder de bevoegdheid vallen van ieder bevoegdheidsniveau dat partij is bij het akkoord, niet in herinnering te worden gebracht in een samenwerkingsakkoord.⁶

4. Het samenwerkingsakkoord moet in het licht van de voorgaande opmerkingen opnieuw worden onderzocht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 4

Artikel 4, vierde lid, van het samenwerkingsakkoord bepaalt dat ‘[d]e werkingskosten van [de] IGB ten laste van het BIPT [zijn]’. Die kosten omvatten blijkbaar ook de kosten om een beroep te doen op de deskundigen die aangewezen zijn om het college van deskundigen te vormen, voor welk college regels zijn vastgelegd in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord.

In dat verband wordt in herinnering gebracht dat de bevoegdheden die de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten hebben om uitgaven te doen in het raam van hun openbaar beleid of in de vorm van subsidies, ondergeschikt zijn aan de materiële bevoegdheid waarvoor die financiële middelen bestemd zijn, onder voorbehoud van de eventuele uitzonderingen waarin de Grondwet of de bijzondere wet voorziet. Een overheid kan geen financiële middelen bestemmen voor projecten waarvoor ze niet

⁴ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Artikel 5, § 2, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord.

⁵ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Artikel 5, § 4, eerste lid, inleidende zin, van het samenwerkingsakkoord.

⁶ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Zie artikel 5, paragraaf 2, eerste lid, van het akkoord.

bevoegd is. Het feit dat een dergelijke bestemming van middelen vastgelegd wordt in een samenwerkingsakkoord, doet daaraan in principe niets af: een samenwerkingsakkoord mag niet tot gevolg hebben een niet-bevoegde overheid te machtigen om een beleid te financieren dat buiten haar bevoegdheid valt.

Bovendien moet een regeling die ertoe strekt federale financiële middelen over te hevelen naar de Vlaamse en de Franse Gemeenschap en naar de gewesten, overeenkomstig de artikelen 175 en 177 van de Grondwet vastgesteld worden bij een wet aangenomen met een bijzondere meerderheid.

Daaruit volgt dat, hoewel het aanvaardbaar lijkt om alleen het BIPT te belasten met het secretariaat van de IGB, de werkingskosten van de IGB niet alleen ten laste mogen worden gelegd van de federale overheid – *in casu* het BIPT.

Die werkingskosten moeten over de onderscheiden partijen bij het akkoord verdeeld worden volgens een verdeelsleutel die daarin nader bepaald moet worden en die hoe dan ook moet steunen op redelijke, afdoende en relevante criteria, zodat hij er niet toe leidt dat een bepaald bevoegdheidsniveau een kennelijk onevenredige financiële bijdrage moet leveren ten opzichte van de bevoegdheden die het aanwendt in het kader van het akkoord.⁷

Artikel 7

1. De voorliggende bepaling stelt een regeling vast waarbij exploitanten verplicht worden om informatie te verstrekken aan een publiekrechtelijke rechtspersoon en om naar behoren bij te dragen tot de uitoefening van de taken van die rechtspersoon op straffe van een administratieve sanctie, die bestaat in een boete die maximaal 25.000 euro bedraagt.

Een dergelijke sanctieregeling moet aldus uitgewerkt worden dat de eerbiediging van het gelijkheidsbeginsel en van het evenredigheidsbeginsel kan worden gegarandeerd ten aanzien van de ernst van de gesanctioneerde overtreding en gelet op de omstandigheden van de zaak.⁸⁻⁹

In die context geeft artikel 7 aanleiding tot de volgende opmerkingen.

In de Franse versie van de voorliggende bepaling wordt niet aangegeven welke overheid bevoegd is om de boete op te leggen. Uit de Nederlandse tekst van die bepaling blijkt dat die bevoegdheid toekomt aan de IGB.¹⁰ De Franse versie moet in dezelfde zin geredigeerd worden.

⁷ Voetnoot 8 van het geciteerde advies: Wat dat betreft, wordt de aandacht van de steller van het voorontwerp erop gevestigd dat de lidstaten krachtens artikel 10, lid 2, van richtlijn 2014/61/EU kunnen bepalen dat de nationale instantie voor geschillenbeslechting vergoedingen kan vragen ter dekking van de kosten voor het verrichten van de haar toegewezen taken.

⁸ Voetnoot 9 van het geciteerde advies: Zie met betrekking tot die beginselen advies 59.210/4, gegeven op 11 mei 2016 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 6 oktober 2016 ‘houdende organisatie van de stedelijke herwaarderding’ (Parl.St. Br.Parl. 2015-16, nr. A-363/001, 156 tot 158).

⁹ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: Die beginselen zijn *in casu* overigens nader uitgewerkt en toegelicht in artikel 11 van richtlijn 2014/61/EU, dat de lidstaten verplicht “voorschriften vast [te stellen] inzake de sancties die moeten worden toegepast bij inbreuken op de ingevolge deze richtlijn vastgestelde nationale bepalingen” en “alle nodige maatregelen [te nemen] om ervoor te zorgen dat die sancties worden toegepast”, met dien verstande dat de sancties “doeltreffend, evenredig en afschrikkend” moeten zijn.

¹⁰ Voetnoot 11 van het geciteerde advies: De Nederlandse versie van artikel 7, derde zin, van het samenwerkingsakkoord stelt immers het volgende: “De IGB kan de betreffende netwerkexploitant die geen gevolg geeft aan de aanmaning binnen de vastgestelde termijnen, nadat hij is gehoord, een administratieve boete (...) opleggen (...)”.

De voorliggende bepaling moet daarnaast ook de voorwaarden vermelden inzake de meerderheid die vereist is binnen de IGB om te kunnen beslissen dat een administratieve boete wordt opgelegd.

Voorts rijst de vraag of het verzoek om informatie of medewerking gericht kan worden aan om het even welke netwerkexploitant, dan wel alleen aan de netwerkexploitanten die partij zijn in het geschil dat bij de IGB aanhangig gemaakt is.

De tekst behoort te worden herzien teneinde dat te verduidelijken.

Tot slot is de verplichting om 'naar behoren bij te dragen tot de uitoefening van de taken van de IGB', waarvan de niet-nakoming gesanctioneerd kan worden met een administratieve boete, niet duidelijk genoeg. Ook de inhoud van de verplichtingen van de betrokken exploitant die voortvloeien uit dat verplichte 'naar behoren bijdragen tot', zou gepreciseerd moeten worden.¹¹⁻¹²

2. In de voorliggende bepaling ontbreken de maatregelen die de veiligheid en de integriteit van de netwerken alsook de bescherming van de vertrouwelijkheid en van de handels- en zakengeheimen moeten waarborgen, inzonderheid wat de bekendmaking van de beslissing aangaande de administratieve boete betreft.

Ze moet op dat punt herzien worden.

3. De motiveringsplicht die in de laatste zin van artikel 7 opgelegd wordt, vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'. Ze hoeft niet nog eens in herinnering te worden gebracht in het voorliggende samenwerkingsakkoord.

De laatste zin van artikel 7 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 8

1. In artikel 8 van het samenwerkingsakkoord, dat de procedure voor de IGB regelt, ontbreken een aantal essentiële zaken van die procedure. Zo bijvoorbeeld moet die bepaling aangevuld worden met de vermelding van de categorieën partijen die een geschil bij de instantie aanhangig mogen maken.

Voorts moet de voorliggende tekst aangevuld worden met de vermelding van de verschillende gegevens en stukken die het verzoek tot aanhangigmaking bij de IGB moet bevatten om als 'volledig' beschouwd te worden. Dat is des te belangrijker daar de termijn waarover de IGB beschikt om zich uit te spreken, volgens artikel 8, § 1, eerste lid, ingaat 'na de ontvangst van het volledige verzoek' en de IGB bovendien 'aan de indiener van de klacht de volledigheid van zijn verzoek [moet bevestigen] of [moet verduidelijken] welke elementen ontbreken'. Wat dat betreft, is het ter wille van de rechtszekerheid - vooral waar het gaat om de datum waarop de termijn ingaat waarbinnen de IGB zich moet uitspreken - raadzaam de ontworpen tekst aan te vullen met een regeling die voorziet in de verzending van een ontvangstbewijs voor het volledige verzoek, waarin tevens vastgesteld wordt over welke termijn de verzoeker beschikt om in voorkomend geval de gegevens mee te delen die ontbreken opdat zijn verzoek als volledig kan worden beschouwd.

¹¹ Voetnoot 12 van het geciteerde advies: De omstandigheid dat richtlijn 2014/61/EU in artikel 10, lid 3, bepaalt dat "[de] lidstaten [ervoor] zorgen dat alle partijen volledig met de nationale instantie voor geschillenbeslechting samenwerken", doet niets af aan het vereiste dat voortvloeit uit het legaliteitsbeginsel dat hiervoor in herinnering gebracht is en dat de wetgever ertoe verplicht de feiten en de gedragingen die zouden getuigen van een gebrek aan medewerking die gesanctioneerd kan worden met een administratieve boete, in voldoende nauwkeurige en rechtszekerheid biedende bewoordingen te definiëren.

¹² Voetnoot 13 van het geciteerde advies: Zie over die onderscheiden kwesties het voornoemde advies 59.210/4.

Bij het regelen van die kwesties moet rekening gehouden worden met het geval dat in artikel 5 van het samenwerkingsakkoord vermeld wordt en waarin een 'instantie die is ingesteld op het niveau van de deelstaten' het geschil doorverwijst naar de IGB.

2. Teneinde formeel te voldoen aan artikel 5, lid 4, eerste alinea, van richtlijn 2014/61/EU, verdient het aanbeveling om artikel 8, § 1, vijfde lid, van het samenwerkingsakkoord dusdanig aan te vullen dat erin bepaald wordt dat de eisen en voorwaarden die door de IGB vastgesteld worden, niet alleen billijk en redelijk, maar ook niet-discriminerend moeten zijn.

3. In het algemeen verdient het aanbeveling om, overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, lid 5, eerste alinea, artikel 4, lid 6, artikel 5, lid 4, eerste alinea, en artikel 6, lid 4, van richtlijn 2014/61/EU, artikel 8 van het samenwerkingsakkoord dusdanig aan te vullen dat het bepaalt dat de IGB zich uitspreekt met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel.

4. In tegenstelling tot artikel 3, lid 5, tweede alinea, artikel 4, lid 6, artikel 5, lid 4, tweede alinea, en artikel 6, lid 4, van richtlijn 2014/61/EU, wordt in artikel 8 van het samenwerkingsakkoord niet bepaald dat wanneer de instantie voor geschillenbeslechting optreedt, 'elke partij de mogelijkheid behoudt om de zaak aanhangig te maken bij een gerechtelijke instantie.'

5. De termijn van vier maanden waarin artikel 8, § 1, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord voorziet, is in overeenstemming met de Franse en de Duitse versie van artikel 3, lid 5, tweede alinea, van richtlijn 2014/61/EU, en ook met onder meer de Engelse, de Spaanse, de Italiaanse en de Portugese versie. In de Nederlandse versie van diezelfde bepaling van richtlijn 2014/61/EU wordt echter in een termijn van twee maanden voorzien.

Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie blijkt het volgende:

'Volgens vaste rechtspraak brengt het vereiste van een uniforme toepassing en uitlegging van de bepalingen van het recht van de Unie mee dat de tekst van een bepaling in geval van twijfel niet op zichzelf in één van zijn taalversies mag worden beschouwd, maar daarentegen moet worden uitgelegd en toegepast in het licht van de versies in de andere officiële talen (arrest van 19 april 2007, Profisa, C-63/06, Jurispr. blz. I-3239, punt 13 en aldaar aangehaalde rechtspraak). (...) Wanneer er tussen de verschillende taalversies van een tekst van de Unie verschillen bestaan, moet bij de uitlegging van de betrokken bepaling worden gelet op de algemene opzet en de doelstelling van de regeling waarvan zij een onderdeel vormt (reeds aangehaald arrest Profisa, punt 14 en aldaar aangehaalde rechtspraak).'¹³

De steller van het voorontwerp wordt verzocht contact op te nemen met de Europese Commissie om haar aandacht te vestigen op het vastgestelde verschil.

6. Artikel 8, § 2, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord stelt bijzondere voorwaarden vast betreffende het quorum '[o]m geldig te beraadslagen en te beslissen'.

Het tweede lid van de bepaling luidt als volgt:

¹³ Voetnoot 14 van het geciteerde advies: HvJ 9 juni 2011, C-52/10, *Eleftheri tileorasi AE "ALTER CHANNEL" en Konstantinos Giannikos*, punten 23 en 24, <http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=9ea7d0f130d5eeabb473d75e455a9fc8ec4f66727d73.e34KaxiLc3eQc40LaxqMbN4PaN4Me0?text=&docid=85130&pageIndex=0&doclang=NL&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=332683>.

‘Bij een onvoldoende aantal leden om geldig te beraadslagen, moet het huishoudelijk reglement bepalen dat de IGB kan worden bijeengeroepen voor een nieuwe vergadering binnen een minimumtermijn van drie werkdagen. In dat geval is het eerste lid niet meer van toepassing.’

Zoals artikel 8, § 2, tweede lid, is geredigeerd, legt het zelf de regel vast dat, indien het quorum dat bij het eerste lid is bepaald, niet in een eerste vergadering is bereikt, de IGB na het verstrijken van een bepaalde termijn bijeengeroepen kan worden voor een nieuwe vergadering, zonder dat het voornoemde quorum geldt. Het is dus onnodig te bepalen dat die regel in het huishoudelijk reglement moet worden vastgesteld.

Voorts moet de bepaling zo worden gesteld dat het mogelijk is een nieuwe vergadering bijeen te roepen ‘na een minimumtermijn van drie werkdagen’, en niet ‘binnen’ die termijn.

De bepaling moet in die zin worden aangepast.

Artikel 9

Bij die bepaling moeten verschillende opmerkingen worden gemaakt.

1. Fundamenteel is de vraag wie het beroep in kwestie kan instellen of in het geding kan tussenkomen: zijn dat de partijen bij het geding voor de IGB of is dat iedere belanghebbende persoon, met inbegrip van de verschillende ministers die bevoegd zijn binnen de verschillende partijen bij het samenwerkingsakkoord?¹⁴
2. De afdeling Wetgeving vraagt zich bovendien af in welk geval en volgens welke criteria het Hof van Beroep te Brussel al dan niet kan beslissen de bestreden beslissing te schorsen.¹⁵
3. Ten slotte vraagt de afdeling Wetgeving zich af hoe, aangezien artikel 3, lid 5, tweede alinea, artikel 4, lid 6, artikel 5, lid 4, tweede alinea, en artikel 6, lid 4, van richtlijn 2014/61/EU bepalen, zoals hierboven is vermeld, dat de instantie voor geschillenbeslechting zo optreedt dat ‘elke partij de mogelijkheid behoudt om de zaak aanhangig te maken bij een gerechtelijke instantie’, de eventuele adiëring van een rechtscollege los van de adiëring van de IGB, met inbegrip van een eventueel hoger beroep en een cassatieberoep tegen de beslissing van dat rechtscollege, verenigbaar zou zijn met het beroep voor het Hof van Beroep te Brussel tegen alle beslissingen van de IGB, een beroep waarin de voorliggende bepaling voorziet.
4. De conclusie is dat de procedure die summier wordt beschreven in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord, dat zich ertoe beperkt naar het Gerechtelijk Wetboek te verwijzen voor al wat niet in het samenwerkingsakkoord is geregeld, nader moet worden uitgewerkt zodat ze afgestemd is op het specifieke karakter van het ingestelde beroep.

Die preciseringen moeten in essentie betrekking hebben op de vraag wie beroep mag instellen, op de organisatie van eventuele tussenkomsten, op de voorwaarden voor een eventuele schorsing van de bestreden beslissing en op de vraag hoe, ingeval er verschillende procedures aanhangig zouden zijn aangaande eenzelfde kwestie, deze procedures met elkaar verenigbaar zijn.

¹⁴ Voetnoot 15 van het geciteerde advies: Vergelijk bij wijze van voorbeeld met de wet van 17 januari 2003 ‘betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’ en met de artikelen 29bis en 29quater van de wet van 29 april 1999 ‘betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt’.

¹⁵ Voetnoot 16 van het geciteerde advies: Vergelijk bij wijze van voorbeeld met de wetgevende bepalingen vermeld in voetnoot 14.

Artikel 10

Los van het feit dat het woord ‘parlementen’ zou moeten worden vervangen door het woord ‘wetgevers’, gelet op de regel die voortvloeit uit artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die stelt dat een samenwerkingsakkoord waarvoor de instemming van de wetgevers vereist is, in werking treedt op de tiende dag na de dag waarop de laatste wetgevende akte waarbij instemming wordt verleend, in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, hoeft het samenwerkingsakkoord geen bijzondere bepaling in verband met de inwerkingtreding ervan te bevatten, behalve indien de partijen een precieze datum van inwerkingtreding wensen te vermelden, wat *in casu* niet het geval is.

Artikel 10 moet dus worden weggelaten.”¹⁶

Die opmerkingen uit het voornoemde advies 60.720/VR gelden voor het voorliggende voorontwerp en in het bijzonder voor het samenwerkingsakkoord waaraan instemming wordt verleend.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

OPSCHRIFT

Het opschrift van het voorontwerp van ordonnantie moet de datum en het precieze opschrift vermelden van het samenwerkingsakkoord waaraan instemming wordt verleend, namelijk, naar luid van het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden: “samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en Gewesten met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU”.

Het opschrift moet dienovereenkomstig worden herzien.

¹⁶ *Parl.St.* W.Parl. 2016-17, nr. 862/1, 18 tot 24, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/60720.pdf>.

INDIENINGSBESLUIT

Het voorontwerp van ordonnantie moet worden voorafgegaan door een indieningsbesluit. In de aanhef van dat besluit hoort noch het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, noch de bekrachtigingsformule van de ordonnantie, een formule die voorbarig is, te worden vermeld.¹⁷

DISPOSITIEF

Artikel 3

Artikel 3 moet de datum en het precieze opschrift vermelden van het samenwerkingsakkoord waaraan instemming wordt verleend, namelijk, zoals eerder is gesteld: “samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en Gewesten met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU”.

Artikel 4

Er is geen reden om te bepalen dat het samenwerkingsakkoord bij de ontworpen ordonnantie wordt gevoegd.

Artikel 4 moet worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre LIÉNARDY

¹⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvanstate.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 226 en 227.